

Comprendre le 1914 des sociaux-démocrates allemands et des socialistes français

Autor(en): **Ducange, Jean-Numa**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **30 (2014)**

PDF erstellt am: **23.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520283>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

COMPRENDRE LE 1914 DES SOCIAUX-DÉMOCRATES ALLEMANDS ET DES SOCIALISTES FRANÇAIS

JEAN-NUMA DUCANGE

Cent ans après le dénouement de la Première Guerre mondiale, le débat sur l'engagement des socialistes européens dans «l'union sacrée» ou la «Burgfriede» semble avoir vécu. On ne s'intéresse plus guère aux débats doctrinaux ayant traversé la Deuxième Internationale de 1889 à 1914, objet historique relativement délaissé, surtout au regard des ouvrages importants parus sur l'Internationale communiste, voire sur l'Association Internationale des Travailleurs (AIT, dite «première Internationale»). En 2014, on relèvera plusieurs initiatives pour l'anniversaire de la fondation de l'AIT; aucune initiative d'ampleur en revanche n'est prise autour de la Deuxième Internationale en tant qu'objet historique spécifique. Alors que la question des «responsabilités» des socialistes en août 1914, tout particulièrement le vote des crédits de guerre, avait fait couler beaucoup d'encre dans l'historiographie, de façon symptomatique les débats les plus «chauds» sur les origines de la guerre ne reviennent désormais qu'à la marge sur cette question. À côté de la «culture de guerre» et des débats qu'elle soulève, ces points apparaissent marginaux. Pourtant, il n'est pas inutile de revenir sur cette interrogation: les sociaux-démocrates allemands¹ et socialistes français ont-ils «trahi» leurs engagements en se ralliant à l'union sacrée en 1914? La relative accalmie post-guerre froide permet de reprendre ce dossier, peut-être avec davantage de distance que naguère.

1 Sur le SPD, pour en rester à la France, à part l'ouvrage récent d'Anne Deffarges, *La social-démocratie sous Bismarck*, Paris, L'Harmattan, 2013 et notre contribution: Jean-Numa Ducange, *La Révolution française et la social-démocratie*, PUR, 2012, il faut signaler la thèse, non publiée, de Marie-Louise Georgen, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale (1889-1914)*, Paris VIII, Thèse de doctorat d'histoire, 1998. Sur le socialisme français, on consultera avec profit le site de la Société d'études jaurésiennes qui édite les *Cahiers Jaurès*, rendant compte des plus récents travaux: www.jaures.info/

Certes, à comparer les textes patriotiques enflammés de l'été 1914 avec les résolutions de l'Internationale envisageant l'usage de la grève en cas de guerre quelques années plus tôt (notamment au congrès de Stuttgart de 1907), la distance paraît incontestable. À notre sens, plutôt que d'examiner uniquement les quelques mois précédant la Première Guerre mondiale, il convient de faire quelques rappels sur les polémiques ayant opposé le socialisme français et la social-démocratie allemande depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Sans prétendre à l'exhaustivité sur un sujet immense, deux aspects fondamentaux nous paraissent intéressants à développer, à la lumière de recherches récentes : d'une part la référence au marxisme sur le long terme dans les organisations socialistes et d'autre part le rapport de ce courant politique au régime politique en place (Troisième République et Deuxième Reich allemand) au cours des dix dernières années précédant la guerre. En 1914, puis surtout après 1917 et la révolution russe, les socialistes seront accusés par des minorités de gauche d'avoir rompu brutalement avec le marxisme en votant les crédits de guerre. Mais qu'entendait-on exactement par marxisme chez les socialistes avant 1914 ?

Quel « marxisme » en Allemagne ?

Depuis les années 1990, il semble désormais possible d'envisager le problème dans le contexte de l'époque, sans analyser rétrospectivement le sens des termes sous l'angle des conflits postérieurs à la révolution bolchevique, et notamment celui entre socialistes et communistes. Être « marxiste » fut d'abord une épithète négative employée par les anarchistes dans le cadre de la Première Internationale, afin de stigmatiser Marx et ses partisans². À partir des années 1880, il est employé dans un sens positif par des figures comme Karl Kautsky le principal théoricien du parti après la mort d'Engels en 1895, assumant le terme désignant un cadre théorique et une ligne politique incarnés par le programme du SPD issu du congrès d'Erfurt de 1891. Que la référence au marxisme soit présente et importante dans nombre de textes publiés par la social-démocratie allemande jusqu'en 1914, cela ne peut être contesté. Il existe certes un débat depuis les thèses énoncées

2 Georges Haupt, « De Marx au marxisme » dans *Georges Haupt, L'historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, pp. 77-109.

par Eduard Bernstein en 1899 contestant la validité de ce marxisme. Mais les grandes figures comme Karl Kautsky ou le président du parti August Bebel (mort en 1913) ne renient jamais cet héritage, même s'il n'est pas unique et peut coexister par exemple avec le darwinisme, qui fascinait nombre de sociaux-démocrates³.

Pour autant ce marxisme a-t-il dépassé les élites du parti? La thèse la plus répandue est assurément celle de l'historien Hans-Joseph Steinberg: au-delà d'une élite militante, personne ou presque ne connaîtrait les œuvres de Marx et Engels⁴. Se fondant sur les données fournies par les emprunts dans les bibliothèques du parti, Steinberg en relève le très faible nombre concernant les ouvrages de Marx et Engels, notamment par rapport aux grands classiques de la littérature, ou même comparé aux ouvrages de science naturelle. Le marxisme de la social-démocratie serait donc superficiel, voire imaginaire, et la tendance à l'intégration croissante du parti à la société impériale tout comme le dénouement de 1914 le confirmeraient amplement. La «faillite» de 1914 n'est-elle pas avant tout celle du prétendu marxisme supposé de ce parti?

Cette analyse présente deux faiblesses majeures. D'une part, elle assimile Marx et Engels à des internationalistes absolus ne prenant jamais position dans une guerre et prônant une solidarité entre les peuples en toute circonstance, ce qui est au moins nettement plus complexe au regard de leurs propos au moment de la guerre franco-allemande⁵. De fait, des dirigeants comme Bebel ne voient pas nécessairement la contradiction entre la défense de l'Allemagne et la fidélité à la lutte de classes et la perspective révolutionnaire qu'ils ont apprise chez Marx et Engels. D'autre part, l'analyse de Steinberg, en la réduisant à l'élite du parti, propose une vision du marxisme paradoxalement étroite puisqu'elle ne tient pas compte de la diffusion d'une version vulgarisée, très certainement appauvrie par rapport aux textes de Marx, mais dont l'existence est réelle parmi une frange importante des militants de la social-démocratie. L'historien australien Andrew Bonnell, entre autres

3 Richard Saage, *Zwischen Darwin und Marx. Zur Rezeption der Evolutionstheorie in der deutschen und der österreichischen Sozialdemokratie vor 1933-1934*, Cologne, Weimar, Vienne, Böhlau, 2012.

4 Hans-Joseph Steinberg, *Sozialismus und deutsche Sozialdemokratie. Zur ideologie der Partei vor dem I. Weltkrieg*, Hanovre, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1967.

5 Voir notamment Friedrich Engels, *Notes sur la guerre franco-allemande de 1870-1871*, Paris, Science marxiste, 2008.

chercheurs, a repris le problème au début des années 2000 en mobilisant de nombreuses sources délaissées jusqu'ici par les historiens⁶. Selon lui, il ne suffit pas de relever la faible lecture des textes de Marx et Engels pour comprendre la pénétration du marxisme dans un large milieu social-démocrate. En effet, s'il est incontestable que l'écrasante majorité des œuvres des pères du «socialisme scientifique» n'a jamais été lue par les militants, en revanche, une abondante «littérature grise» sous forme de brochures a connu une diffusion bien plus significative. L'exemple du commentaire du programme d'Erfurt par Bruno Schoenlank et Karl Kautsky est à cet égard éloquent⁷. Si, dans le monde francophone, on connaît *Le programme socialiste* de Karl Kautsky⁸, ouvrage expliquant et détaillant tous les points du programme d'Erfurt, en revanche cette petite brochure cosignée avec Schoenlank n'est presque jamais mentionnée. Son contenu est certes limité: en quelques dizaines de pages, chaque point du programme est présenté, parfois avec des références à l'actualité la plus immédiate, mais également à la lumière d'événements historiques antérieurs, notamment les révolutions de 1789-1848. Ce texte a été réimprimé à plusieurs reprises et sa lecture, au moins partielle, par une fraction importante des militants, ne peut être mise en doute. Or la brochure contient une lecture du monde en termes de luttes politiques et sociales et une explication des mécanismes économiques élémentaires du capitalisme qui doit beaucoup au marxisme vulgarisé, dont Karl Kautsky était alors le symbole. De fait, nombre de militants étaient imprégnés d'une vulgate kautskyenne par ce type de publications, que l'on peut certes juger étroite et caricaturale par rapport au propos de Marx, mais dont la lecture est bien assurée. Il nous paraît pour cette raison impossible de conclure que les textes de Marx et Engels n'avaient aucune influence dans la social-démocratie. Si la vision d'un univers divisé en classes sociales doit évidemment beaucoup aux conditions créées par l'industrialisation, il est nécessaire de souligner l'importance du rôle des brochures et des formes brèves de l'imprimé qui

6 Andrew Bonnell, «Did they read Marx? Marx reception and Social Democratic Party members in imperial Germany, 1890-1914», *The Australian Journal of Politics and History*, 1/2002, pp. 4-15.

7 Karl Kautsky, Bruno Schoenlank, *Grundsätze und Forderungen der Sozialdemokratie. Erläuterungen zum Erfurter Programm*, Berlin, Vorwärts, 1891.

8 Karl Kautsky, *Le programme socialiste*, Paris, Les Bons caractères, 2004 (1892).

contribuèrent à ancrer une lecture «dassiste» – inspirée du marxisme – de la société dans laquelle les militants sociaux-démocrates évoluaient.

Une autre thèse est parfois aussi avancée pour minimiser l'existence d'un marxisme dans la social-démocratie allemande. Lassalle n'aurait-il pas gagné contre Marx⁹? La défense de l'État, la fétichisation progressive du suffrage universel et le ralliement à la nation ne montrent-ils pas une plus grande imprégnation de Lassalle que de Marx? «L'intégration négative» du SPD, particulièrement entre 1910 et 1914, évoquée et analysée par l'historien Dieter Groh, ne le montrerait-elle pas avec éclat? En réalité, comme l'a montré brillamment Sonia Dayan-Herzbrun, Marx et Lassalle, en dépit de leurs polémiques acerbes et des divergences de conception qui les opposent, ont été respectés tous deux par les sociaux-démocrates allemands entre les années 1880 et 1914. Ce n'est que bien après la révolution bolchevique que Lassalle va être condamné à l'oubli, lorsque le mouvement communiste l'opposera radicalement à Marx. En retournant une nouvelle fois aux textes et conditions de leur publication avant 1914, on constate même que des figures de la gauche du parti comme Franz Mehring et Rosa Luxemburg conservaient une certaine admiration pour Lassalle. Lorsque les premiers volumes d'œuvres réunies de Marx et Engels sont publiés par Mehring, la trinité Marx – Engels – Lassalle s'impose. Lassalle était aux origines de la social-démocratie allemande, c'est lui qui avait fondé en 1863 le premier parti ouvrier indépendant; on le tenait pour cette raison en grand respect.

Pour le dire avec un brin de provocation, le marxisme était bien diffusé, mais il n'était pas ou plus révolutionnaire depuis longtemps, dans la mesure où une compréhension du monde en termes de lutte de classes, avec une forte insistance sur l'héritage de Marx et Engels, pouvait se combiner avec un gradualisme politique assumé. Le premier fait permettait de cacher en quelque sorte le second: l'impressionnant dispositif éditorial et de formation idéologique donnait à voir une social-démocratie très influencée par les références à Marx, permettant de masquer des réalités moins avouables. L'attitude de Lénine, qui a cru dans un premier temps à de la propagande de guerre quand il a su que

9 Sur Lassalle, voir notamment les travaux de Sonia Dayan-Herzbrun, *Aux origines du parti ouvrier. L'invention de la social-démocratie*, Paris, L'Harmattan, 1990 et notre introduction à Karl Marx, Jean-Numa Ducange, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions Sociales, 2008.

les sociaux-démocrates allemands s'étaient ralliés aux crédits de guerre en 1914, illustre bien comment cet aveuglement a pu fonctionner pour les contemporains. D'un point de vue historique, le problème nous semble ainsi moins être de comprendre une « trahison » ou une « faillite », que d'expliquer comment, en 1914, une rhétorique marxiste affirmée pouvait se combiner avec une intégration de fait, rendant possible pour le SPD la défense de l'État allemand pourtant officiellement honni.

Les spécificités françaises

Du côté du socialisme français si, en 1914, le résultat est le même – le ralliement à « l'union sacrée » – les conditions dans lesquelles s'effectue l'intégration à l'État, tout comme le rapport au marxisme (« importé » d'Allemagne), semblent en apparence plus évidentes. La « républicanisation » de la société française a en effet également touché le socialisme ou, plus exactement, pour reprendre la belle expression de l'historien Ernest Labrousse, le socialisme français est en grande partie un « maximalisme de la République¹⁰ ». Les différents courants socialistes français sont parfois très hostiles aux républicains accusés d'être des bourgeois déguisés en progressistes. Néanmoins, des années 1880 à la veille de la Première Guerre mondiale, la majeure partie du socialisme devient bien républicain. Jean Jaurès incarne ce mouvement : républicain modéré à l'origine, il devient progressivement socialiste pendant les années 1889-1893¹¹. Réélu député sur la base du programme du Parti ouvrier français en 1893 (dont les considérants ont été corédigés par Karl Marx), Jaurès prend néanmoins ses distances rapidement avec des personnalités comme Jules Guesde et Paul Lafargue, considérés comme les introducteurs du marxisme en France. Jaurès pense qu'il est nécessaire de se fonder sur l'existant pour aller vers la République sociale : la Troisième République, toute bourgeoise et imparfaite soit-elle, représente une somme d'acquis issus de la Révolution française qu'il faut défendre. Une telle conception explique l'ouverture de Jaurès aux alliances avec les républicains radicaux, là où Guesde et Lafargue refusent ce type d'alliance diluant selon eux le socialisme. Fait important,

10 Sur les spécificités du socialisme français, voir notamment les contributions dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004 (2 vol.).

11 Voir Jean Jaurès, *Le passage au socialisme (1889-1892)*. Œuvres, Paris, Fayard, 2011.

contrairement à l'Allemagne, dès 1899, le gouvernement français accueille un ministre socialiste en son sein. Jaurès soutient la démarche tandis que les proches de Guesde, les «guesdistes», la condamnent au nom de l'indépendance de classe¹². Ces derniers se présentent comme des marxistes intransigeants, pour qui les théories de Marx et Engels représentent une saine radicalité en rupture avec des républicains socialistes jugés trop modérés. Dans notre optique de comprendre les raisons du ralliement en 1914, l'opposition paraît néanmoins quelque peu factice: Jaurès est assassiné le 31 juillet 1914, mais son ralliement à l'union sacrée, du moins dans un premier temps, eût été probable, sans doute au prix d'un terrible déchirement intérieur¹³... Mais Guesde, bien vivant, se rallie lui aussi (il devient même ministre!) comme de nombreux animateurs de l'extrême gauche du mouvement socialiste. Il est donc nécessaire de mesurer là aussi la réalité du «marxisme» français.

De nombreuses études ont souligné l'approche quelque peu primaire du marxisme par les guesdistes, superficialité qui serait d'autant plus incontestable que, là encore, le mouvement ouvrier s'est rallié sans opposition ou presque à la guerre. Plusieurs remarques s'imposent à ce sujet. D'une part, à la lecture de la vulgate la plus diffusée en France, il est difficile de savoir si le marxisme «à l'allemande» évoqué ci-dessus dans les formes brèves de brochures était finalement si différent de son alter ego français. Certes, le dispositif éditorial et politique des guesdistes est incomparable avec celui des Allemands mais, au niveau local, voire régional, les guesdistes ont pu encadrer des forces militantes importantes¹⁴. En l'absence d'études aussi avancées que celles sur le SPD, il est néanmoins encore difficile de conclure sur une étude comparative réelle. Ces éléments posent des problèmes majeurs autour du guesdisme et du marxisme français qu'il conviendrait d'approfondir et que les seules études de Marc Angenot¹⁵, intéressantes quant à

12 Jaurès et Guesde exposent leur point de vue respectif dans une conférence en 1900 sur «les deux méthodes» (réédition Paris, Le passager clandestin, 2014).

13 Voir la thèse avancée sur ce point par Gilles Candar et Vincent Duclert au début de leur biographie (*Jaurès*, Paris, Fayard 2014), contestable, mais argumentée, et fondée sur certains des derniers textes de Jaurès.

14 Claude Willard, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905): les guesdistes*, Paris, Éditions Sociales, 1965.

15 Marc Angenot, *Jules Guesde ou le marxisme orthodoxe*, Discours social, Montréal, vol. 18, 2003.

l'analyse du vocabulaire politique mais peu sensibles à cet aspect de la réception, ne peuvent résoudre. Quant à la célèbre étude de Daniel Lindenberg sur le «marxisme introuvable¹⁶», elle est davantage un essai historique témoignant de la critique par la «deuxième gauche» post-68 du stalinisme et d'une fraction du Parti socialiste qu'une réelle étude du marxisme français autour de 1900. De fait, les travaux sur le guesdisme ont marqué le pas en France depuis Claude Willard, même si ceux, plus récents, de Robert Stuart en anglais – fort peu connus en France – ont permis d'interroger ce marxisme français au-delà des caricatures habituelles. Stuart a notamment consacré un ouvrage très érudit aux rapports qu'entretenaient les guesdistes avec le nationalisme¹⁷. Son approche nuancée, consacrée pour une large part aux textes publiés par les guesdistes de l'époque, montre bien comment une critique du nationalisme exacerbé et des manifestations courageuses (certes ponctuelles) à l'égard de l'arrivée des travailleurs étrangers, pouvait coexister avec une rhétorique patriotique s'autorisant quelques glissements verbaux. Si le cadre du présent article ne nous permet pas d'aborder dans le détail le rapport à la nation des différents courants socialistes français (blanquiste, allemaniste, etc.), constatons là encore, plutôt que de raisonner en partant des décisions de l'été 1914, la coprésence de diverses sensibilités dans un socialisme international qui ne peut être «découpé» selon les lignes de clivages qui ont surgi après la révolution bolchevique. Un patriotisme parfois ardent pouvait bien coexister avec une analyse en termes de lutte de classes. La même remarque s'appliquerait par exemple au célèbre couple réforme / révolution: si Rosa Luxemburg raisonne bien en ces termes, en opposant la révolution sociale au réformisme d'Eduard Bernstein, certaines figures ne semblent pas pouvoir se réduire à ce binôme. Le philosophe Bruno Antonini va jusqu'à évoquer un «réformiste révolutionnaire» chez Jean Jaurès, ce que partagerait alors une bonne partie du socialisme international: les réformes graduelles n'empêchent pas la conservation d'une perspective révolutionnaire¹⁸. De fait, à lire les propos d'un Karl Kautsky ou de Jean Jaurès, la révolution fait bien partie

16 Daniel Lindenberg, *Le marxisme introuvable*, Paris, 10/18, 1979.

17 Robert Stuart, *Marxism and National Identity. Socialism, Nationalism, and National Socialism during the French Fin de Siècle*, New York, New York University Press, 2006.

18 Bruno Antonini, *État et socialisme chez Jean Jaurès*, Paris, L'Harmattan, 2004.

de leur vocabulaire et n'y voir qu'une phraséologie vide de sens paraît pour le moins une analyse sommaire et rapide¹⁹.

La République, point de divergence majeur

Il semble plus judicieux de prendre en considération d'autres débats qui indiquent de véritables clivages entre les deux socialismes. La question de la République apparaît de ce point de vue comme un bon exemple. «Sommes-nous républicains?» s'interroge un social-démocrate allemand, Ludwig Quessel, proche des conceptions de Bernstein²⁰. Pour la droite du SPD, il est devenu superflu et dangereux de réclamer une République, vieille revendication du mouvement ouvrier allemand depuis 1848. Quessel va même jusqu'à souhaiter «un développement à l'anglaise, c'est-à-dire non pas le renversement violent de la forme monarchique de l'État comme en France, mais une évolution de la monarchie constitutionnelle vers la monarchie démocratique, telle qu'elle s'est accomplie en Angleterre²¹.» Pour la gauche du parti, en revanche, faire de l'agitation en faveur d'une République allemande n'est certes pas un objectif en soi (une République peut être bourgeoise comme le montre l'exemple français) mais constitue un mot d'ordre mobilisateur évitant au parti de tomber dans un trop grand légalisme. L'abandon *de facto* de la perspective républicaine par la social-démocratie allemande a été particulièrement remarquée et critiquée par Charles Andler, socialiste français hétérodoxe, introducteur de Nietzsche en France²². Mais c'est le duel entre Jaurès et Bebel qui permet de mesurer la séparation, voire le fossé existant entre les deux socialismes, et ce, dix ans avant le dénouement de la guerre. Au congrès de l'Internationale socialiste qui eut lieu à Amsterdam en 1904, les deux tribuns s'étaient affrontés sur la question républicaine et dans les mois qui suivent, tant

19 Voir notre contribution à paraître dans Hervé Leuwers (dir.), *Les révolutions. Un moment de relecture du passé*, Lille, Septentrion, 2015.

20 Ludwig Quessel, «Sind wir republikaner?», *Sozialistische Monatshefte*, 1909, pp. 1254-1262.

21 *Ibid.*, p. 1259.

22 Lucien Calvié, «L'abandon de la revendication républicaine par la social-démocratie allemande (...)», dans *L'idée d'Europe, vecteur des aspirations démocratiques: les idéaux républicains depuis 1848*, Paris, Les Belles Lettres, 1994, pp. 103-111.

côté allemand que français, la presse socialiste prolonge le débat en publiant de nombreux textes sur le sujet. Bebel et Kautsky accusent Jaurès de «superstition républicaine»: à quoi bon défendre un régime républicain incapable d'offrir des garanties sociales aux ouvriers? Bebel affirme sans détour à Amsterdam:

«Si fort que nous vous envions, à vous Français, votre République et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle: elle n'en vaut pas la peine. (Tonnerre de bravos) Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont des États de classe; l'une et l'autre sont nécessairement, par leur nature, faites pour le maintien de l'ordre social capitaliste. L'une et l'autre doivent travailler de toutes leurs forces à ce que la bourgeoisie conserve toute la puissance dans la législation. Car, du moment qu'elle perdrait le pouvoir politique, elle perdrait aussi sa situation économique et sociale. La monarchie n'est pas aussi mauvaise, et la République bourgeoise n'est pas non plus si bonne que vous les faites²³.»

Jaurès est alors engagé dans la défense – sans participation au gouvernement désormais – du bloc des gauches d'Emile Combes (1902-1905), qui mène une vigoureuse politique anticléricale. Le tribun socialiste français répond à Bebel en affirmant que derrière une lecture en apparence marxiste de la République se cachent en réalité des motifs moins avouables. Selon Jaurès, les Allemands ont renoncé à la revendication républicaine car ils refusent de s'affronter au pouvoir en place. Il prend pour exemple des cas de légalisme prononcé chez ses camarades sociaux-démocrates:

«Quand, au Reichstag, Bebel a prononcé contre l'empereur allemand, au sujet de l'incident Krupp, des paroles admirables d'éloquence et de courage, que nous avons traduites et répandues, vous avez été contraints, dans l'organe officiel de votre parti, dans les revues qui me dénoncent quotidiennement comme le grand corrupteur du prolétariat, vous avez été contraints, lorsque les patrons allemands, dans leurs usines, ont obligé les ouvriers allemands socialistes à signer de plates adresses de félicitations à votre empereur, c'est-à-dire à vous souffleter vous-mêmes, vous avez été contraints de leur conseiller de ne pas refuser leur signature! Et vous continuez ainsi à émousser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante²⁴.»

23 http://www.marxists.org/francais/bebel/bebel_amsterdam.htm

24 Jean Jaurès, «Discours au congrès d'Amsterdam», *Revue socialiste*, n° 237, septembre 1904.

N'oublions pas en effet qu'il existe une véritable peur panique du SPD à l'égard de l'État: entre 1878 et 1890, le parti fut interdit et, une fois légalisé, tout a été mis en œuvre pour ne pas retourner à cette situation de clandestinité. Comme l'avait souligné jadis l'historienne Madeleine Rebérioux, la confrontation de Jaurès avec les Allemands renforce ses convictions sur le socialisme français, qui doit demeurer spécifique et républicain. Jaurès pense, de façon quelque peu naïve, que le socialisme français dispose d'une forme de supériorité liée à sa grande tradition révolutionnaire²⁵. Mais l'inverse est probablement vrai également: le républicanisme devient une pensée suspecte pour un grand nombre de sociaux-démocrates allemands en raison des collusions trop avancées entre républicains et socialistes en France, brouillant les repères traditionnels de la lutte de classes.

Malgré les initiatives communes ultérieures, notamment au congrès de Stuttgart en 1907 dans une résolution contenant un vigoureux plaidoyer de lutte contre la guerre, les incompréhensions et mésententes sur les régimes politiques dans lesquels évoluaient les socialistes des deux pays n'étaient pas levés, et ces désaccords furent pourtant tus après 1905. La dégradation de la situation internationale imposait alors d'autres débats, mais, en réalité, ni Bebel ni Jaurès n'avaient modifié leur point de vue sur la République. Or, malgré ces affrontements, Günther Grass peut encore évoquer dans un hors-série du journal *L'Humanité* en 2014 l'alliance quelque peu mythique entre Jaurès et Bebel²⁶. À relire les débats de 1904, on perçoit pourtant combien les différences étaient déjà fondamentales et rendaient difficiles la coordination du socialisme international pour faire face au péril de la guerre, au-delà des proclamations d'intention. D'une certaine manière, sans qu'il soit possible d'en déduire de façon mécanique et téléologique le vote de 1914, une grande partie du socialisme de chaque côté des Vosges avait accepté de «jouer le jeu» de la Troisième République ou de l'Empire, qu'ils critiquaient voire combattaient certes sur de nombreux points, mais sans en remettre en cause véritablement les fondements.

25 Madeleine Rebérioux, «Jaurès et le le marxisme», *Histoire du marxisme contemporain*, Paris, 10/18, t. 3, 1977, p. 208.

26 Günther Grass, «Bebel l'Allemand et Jaurès le Français, ensemble pour la paix», *Jean Jaurès. Une vie pour changer le monde* (Hors-série de *L'Humanité*), mars 2014, p. 83.

Conclusion: décalages et échos des socialismes

Les deux principaux problèmes abordés dans cet article (rapport au marxisme et à la question républicaine) permettent de relativiser la rupture de 1914. Bien d'autres points devraient être abordés pour pouvoir en tirer des conclusions plus abouties. Sur la question de l'analyse de «l'impérialisme», un aperçu complet publié récemment sur les débats qui ont traversé la Deuxième Internationale, notamment au sein de la social-démocratie allemande, a permis d'approfondir des premières recherches menées depuis plusieurs décennies. Sans équivalent en allemand ni en français, ce travail impressionnant de collecte de documents, étroitement contextualisé, a paru en anglais et constitue une source majeure²⁷. Il permet de réintégrer une question importante pour saisir comment ces analyses théoriques peuvent s'inscrire – ou non – dans une culture de paix et de mesurer l'important décalage entre un socialisme français très peu porté vers l'analyse économique et théorique du capitalisme et, à l'inverse, un SPD dans lequel ont lieu d'importants débats sur le *Capital financier* (1910, Rudolf Hilferding) ou au sujet de *L'accumulation du capital* (1913, Rosa Luxemburg). Une anthologie équivalente de textes des socialistes européens sur la question militaire permettrait probablement d'avoir une vision plus élaborée que celle dont on dispose habituellement dans les principales synthèses. Si les textes republiés récemment de Jaurès (*L'Armée nouvelle*²⁸) et la critique qu'en fit Rosa Luxemburg²⁹ permettent d'avoir un aperçu sur la question, ils ne sauraient pourtant refléter toutes les réflexions sur le problème des armées développées dans le socialisme européen. Ainsi, contrairement à ce qu'une abondante littérature (souvent datée) sur le sujet pourrait faire croire, de nombreux travaux de recherches doivent encore être menés afin de mieux saisir les contradictions animant le socialisme d'avant 1914.

27 Richard B. Day and Daniel Gaido (dir.), *Discovering Imperialism. Social Democracy to World War I*, Leyden, Brill, 2012.

28 Jean Jaurès, *L'armée nouvelle. Œuvres*, Paris, Fayard, 2012 (1911).

29 Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France. Œuvres complètes*, tome III, Marseille, Agone, 2013.